

Editorial du président du CRIF à l'occasion du dîner

Le dîner du 11 avril 2013 me donne l'occasion d'exprimer une fois de plus mon amitié à l'équipe du CRIF Grenoble Dauphiné, présidée par Edwige Elkaim, et de remercier la Mairie de Grenoble pour son soutien constant à nos préoccupations, qui ne sont pas justement pas uniquement les nôtres, mais celles de toute la communauté nationale. L'année 2012 a été marquée par l'épouvantable massacre de l'école Ozar Hatorah de Toulouse, où pour la première fois depuis la guerre, des enfants juifs ont été assassinés de sang-froid et à bout portant. Ce crime sans nom avait été précédé de l'assassinat de soldats. Il a été perpétré par un Français.

Cet homme n'a pas agi par désespoir: il a tué parce qu'il avait été endoctriné à le faire. Il n'est plus besoin pour cela de se former au Waziristan ou dans les autres académies de mort de l'Islamisme radical. Il suffit, en restant en France, de lire les sites Internet spécialisés et de se forger la compétence technique par une pratique de jeux de guerre hyperréalistes.

Internet sert à la société du savoir, mais énormément aussi à la société de la haine. Devant cette déferlante, il nous faut dépasser notre désarroi, et réfléchir à des mesures fortes et efficaces sur le plan international : c'est difficile, mais autant ne pas esquiver ces questions dès maintenant.

Il y a d'autres Merah potentiels dans notre pays : ils ne représentent pas un danger insignifiant: ce sont les marges militantes, intrépides, manichéennes et fanatisées qui ont dominé dans les horreurs du XXe siècle des majorités raisonnables, apeurées, opportunistes ou indifférentes.

Pour lutter, il faut nommer et il faut sommer. Il ne faut pas admettre ce discours si politiquement correct, suivant lequel l'assassin, par l'islamophobie que son crime a générée, était lui-même un ennemi de l'Islam.

Il ne faut pas prétendre lutter contre les extrémistes et critiquer comme des traîtres à la solde des sionistes les hommes qui dénoncent avec courage au sein de l'Islam une dérive fondamentaliste qui est une criminelle arriération morale et intellectuelle, incompatible avec notre société.

Il ne faut pas se voiler la face devant l'extraordinaire violence antisémite d'un discours en train de dominer le monde arabe et penser que ce discours disparaîtra par enchantement lorsqu'un compromis, forcément frustrant, donnera des chances sur le papier au conflit israélo-arabe, devenu israélo-palestinien sur le tard.

Ce conflit est dans nos pays un canaliseur de ressentiments, un hameçon pour pêche électorale et un fantasme d'action humanitaire. La façon dont il est relaté témoigne trop souvent dans nos médias d'un sentiment déséquilibré –certains diront obsessionnel- que j'appelle israéolophobie, à savoir une fixation sur Israël qui est un des vecteurs indirects, peut-être involontaire, mais assurément puissant, du « nouvel antisémitisme ».

Les statistiques sont claires, les actes antisémites, de plus en plus violents, ont largement augmenté l'année dernière dans notre pays (+58%). Ils ont notamment flambé dans les jours qui ont suivi les assassinats de Toulouse : loin d'être un signe du caractère « conjoncturel » de cet antisémitisme, comme certains le prétendent, c'est justement une preuve de son caractère « structurel ». Il est si profondément incrusté qu'une série d'assassinats dont la bestialité aurait dû horrifier, a servi d'événement stimulateur, justement parce que chez les émules de Merah, ce n'est pas l'horreur de l'acte, mais la haine contre ses victimes qui était au rendez-vous.

Un mot enfin sur la terminologie : il y a contre les musulmans de notre pays un sentiment négatif qui augmente dans la population, il y a depuis assez longtemps envers eux des discriminations à l'embauche, au logement, aux loisirs, etc. Les Juifs, qui, eux, n'ont pas à en souffrir, doivent lutter de toute leur énergie contre ces réactions, car ils en furent victimes dans le passé.

Mais, contrairement à ce qui est suggéré par certains, y compris dans l'ambigu rapport récent de la CNDCH, il n'y a pas eu d'augmentation massive du nombre d'actes contre les musulmans (crime qu'il faudrait appeler musulmanophobie et non pas islamophobie, car la critique d'une religion, Islam ou une autre, n'a pas à être interdite dans notre pays).

Cela est heureux, mais cela signifie que quand on parle d'augmentations des actes racistes, la plupart de ces actes relèvent d'agressions contre les Juifs...

Ce sont bien des écoles juives, des lieux de culte juifs, des lieux de réunions juifs que la République française est obligée de protéger.

Nous remercions les autorités de notre pays, qui font leur devoir du mieux qu'elles peuvent. Mais nous leur posons une question simple : jusqu'à quand cela sera-t-il encore nécessaire ?

Richard Prasquier
Président du CRIF